

## GRÈCE

### DE LA BREBIS GALEUSE, AU BON ELEVE EUROPEEN : L'EXPLOIT HELLENE

À partir de maintenant, la Grèce ne pourra plus se résumer qu'aux images d'Epinal, à ses beautés archéologiques ou à ses eaux bleu-saphir. Le pays d'Hippocrate prend sa revanche.

Comme la moitié de l'humanité, la Grèce est aussi touchée par le coronavirus, et le pays réunissait tous les ingrédients pour que cette crise du Covid-19 devienne une nouvelle tragédie.

Et pour cause, les dix années de crise économique (2008-2018) ont coûté au pays la perte de 25% de son Produit intérieur brut (PIB), soit un quart de sa richesse. Ajoutons à cela, les coupes imposées par les créanciers publics du pays (FMI, Union européenne, BCE), qui ont laissé des hôpitaux publics dans un état de grande fragilité: manque de personnel soignant, fuite importante de médecins vers l'étranger, équipement sanitaire succinct.

Pourtant, la Grèce surprend, et ne compte à ce jour qu'un peu plus d'une centaine de victimes, pour une population de 10,5 millions (soit l'équivalent de la Belgique). La question est donc naturelle : Comment la Grèce est-elle passée du statut de brebis galeuse au bon élève de l'Europe dans cette crise sanitaire ? La réponse est un mélange de plusieurs facteurs.

A commencer par l'électrochoc de l'Italie voisine, qui a mené Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre, à prendre des mesures drastiques très tôt : fermetures des écoles, des crèches, des universités, suivies par celles des musées, des sites archéologiques et de certains commerces. Tout

contrevenant à ces règles pouvait écoper jusqu'à 5000 € d'amendes. Les frontières ont aussi été fermées, avec une mise en quatorzaine obligatoire, dans des hôtels réquisitionnés, pour toute personne arrivant en Grèce.

Dès le premier décès, le 12 mars, ces mesures, considérées comme les plus strictes d'Europe, sont montées en puissance, avec un confinement général depuis le 23 mars.

À ces directives s'est greffée une communication très active : profusion des messages de prévention dans l'intégralité des médias, et point de presse quotidien à 18h, par le très écouté infectiologue, Sotiris Tsiodras.

Ce dernier, dont le curriculum vitae compte 27 pages, a quitté les Etats-Unis et l'université Harvard, pour revenir en Grèce il y a quelques années. A la tête du comité du Covid-19, il a, sur un ton ferme et emphatique, fortement contribué à la discipline des Grecs.

Des décisions sévères, contestées dans un premier temps, surtout par la puissante Eglise de Grèce, non séparée de l'Etat, qui ne pouvait concevoir de fermer ses paroisses à l'approche des fêtes de Pâques orthodoxe, fête la plus célébrée du pays.

Mais, à part quelques exceptions, le pays s'est incroyablement plié aux règles, allant à l'encontre des clichés répandus pendant la crise budgétaire, du « Grec incivique, indiscipliné et insolent ».

Tous ces efforts ont un prix. Le ministère grec des Finances estime que cette crise coûtera entre 10 et 15% du PIB. A titre de comparaison, en 2011, soit l'année la plus violente de la crise économique, le PIB grec a baissé de 9 points. Par ailleurs, pour le seul mois de mars, plus d'emplois ont été perdus, que pour toute l'année 2012. Enfin, le tourisme, deuxième pilier de l'économie, derrière la marine marchande, est fortement menacé et impactera durablement les finances du pays. Mais le seul fait d'avoir réussi à contenir la

propagation du Covid-19 pourrait bien aider les Grecs à relever la tête.

Cette prouesse est pourtant aussi fragile que provisoire, et le gouvernement le sait bien.

On ne citera que le tristement célèbre exemple de Moria sur l'île de Lesbos. Un centre d'accueil pour migrants et réfugiés, où s'entassent 20 000 personnes, pour une capacité de 4 500 places. Une honte, non seulement grecque, mais aussi et surtout européenne, symbole d'un manque de solidarité majeure entre les Etats membres dont certains refusent d'accueillir des demandeurs d'asile. Si aucun cas de Covid-19 n'a été recensé à Moria pour le moment, les autorités savent que le pire peut survenir.

La Commission européenne et la Cour européenne de Justice ont sommé le gouvernement de désengorger les îles face à la Turquie, dont les centres d'accueil de réfugiés sont surpeuplés. L'un des défis de l'Union européenne sera, sans doute, dans les prochaines semaines, de mettre enfin les bases d'une politique migratoire humaine et équitable, aussi audacieuse que son coup de pouce budgétaire aux pays les plus touchés par l'épidémie.

*Alexia Kefalas, journaliste*